Bureau d'information et de communication

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Vaudois ont dit OUI à la nouvelle péréquation financière La victoire du civisme et de la solidarité

Ce week-end, les Vaudois avaient à se prononcer, en sus du vote fédéral sur les bilatérales, sur le fonds de péréquation financière horizontale permettant la réduction des disparités entre communes. Par 100'357 voix contre 57'784 et une participation de 45,37 % ils ont accepté ce projet du gouvernement et du parlement, un des éléments de la démarche EtaCom. Le Conseil d'Etat vaudois prend acte, avec une vive satisfaction, de ce vote, victoire du civisme et de la solidarité.

Le gouvernement vaudois estime que le peuple l'a doté aujourd'hui d'un instrument crédible permettant de conduire efficacement une véritable politique globale des communes, politique entamée avec le désenchevêtrement des tâches et qui se poursuivra par des collaborations, des associations et un développement régional, garant de leur vitalité. Il est aussi de son devoir d'assurer aux communes des conditions de fonctionnement minimales, ce que propose précisément le projet EtaCom.

Cette victoire est également le premier pas vers une modernisation institutionnelle et financière attendue de longue date. Rééquilibrer les situations financières communales, c'est donner à toutes les communes la possibilité d'accomplir des tâches que le canton pourra leur confier. A cet effet, la péréquation financière garantit à toutes les communes la capacité de remplir leurs obligations, actuelles et futures. C'est donc un gage du transfert aux communes de responsabilités nouvelles et du maintien de leurs responsabilités actuelles, tous éléments auxquels elles tiennent et qu'elles sont le mieux à même d'assumer.

Cette victoire, enfin, est aussi celle de l'Union des communes vaudoises, et c'est un succès significatif de l'esprit de concertation qui s'est développé ces dernières années entre le Canton et les communes. Aux yeux du Conseil d'Etat, les conditions sont désormais réunies pour faire avancer sereinement les démarches de modernisation institutionnelle en cours, dans l'intérêt de la collectivité vaudoise tout entière.

Lausanne, le 21 mai 2000

M. Claude Ruey, chef du DIRE, 021 316.40.62 ou 079 310.84.27.